



## **25 novembre. Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.**

Depuis le GAFA (Groupe d'Action Féministe) du CEAAL, nous nous exprimons en cette journée de lutte contre les violences envers les femmes. Le 25 novembre 1960, les sœurs Patria, Minerva et María Teresa, connues sous le nom de "Mariposas Mirabal", symboles de la résistance contre le dictateur Trujillo, responsable de plus de 50 000 meurtres des peuples dominicain et haïtien, ont été assassinées en République dominicaine. Le crime des Mariposas a été un triple féminicide politique qui a ému non seulement le peuple dominicain - qui, un an plus tard, a mis fin à la dictature - mais aussi toutes les femmes des différents coins du monde qui ont compris que la participation à la lutte révolutionnaire pouvait être punie de manière particulièrement cruelle par le pouvoir patriarcal, capitaliste et colonial. Les années passent et nous n'oublions pas les Mariposas. En gardant leur mémoire vivante, nous avons fait de cette journée une journée de mobilisation contre les multiples formes de violence qui détruisent nos corps, nos communautés et nos territoires. Les sœurs Mirabal nous invitent à continuer à dénoncer les coups d'État, les invasions, les régimes politiques autoritaires et ceux qui pratiquent une pédagogie de la cruauté à travers des politiques de mort.

Nos ancêtres femmes font partie de nos révolutions féministes. Avec elles, nous nommons dans l'histoire récente, Bety Cariño (assassinée en 2010 à Oaxaca, Mexique), Nilce de Souza Magalhães (2016, Rondonia, Brésil), Macarena Valdés (2016, Wallmapu, Chili), Berta Cáceres (2016, Honduras), Marielle Franco (2018, Brésil), Cristina Bautista (2019, Cauca, Colombie), parmi de nombreuses compañeras qui enseignent comment défendre la vie en prenant soin des communautés et des territoires.

Dans la plupart des cas de féminicides politiques, territoriaux et corporatifs, les auteurs des crimes restent impunis, car ceux qui y sont impliqués en tant que cerveaux sont des propriétaires ou des hauts responsables de grandes entreprises, avec de puissants intérêts politiques corporatifs, des conseils internationaux, le soutien des gouvernements locaux et des forces de sécurité. L'impunité des tueurs encourage tous les types de féminicides, car elle montre que les crimes ne sont pas punis. En ce jour, nous crions Non à l'impunité des responsables des féminicides politiques des femmes défenseurs des territoires et de la vie ! Non à la criminalisation et à la persécution des femmes défenseurs ! Nous exigeons la fin de la persécution politique et répressive des femmes défenseurs comme Lolita Chávez au Guatemala et Miriam Miranda au Honduras, qui sont persécutées, stigmatisées et menacées, ainsi que leurs familles.

Ces jours-ci marque un autre anniversaire du coup d'état en Bolivie, qui a commencé par des attaques des forces civiles fascistes contre les femmes portant des jupes *pollera*, et l'incendie des wiphalas, des actes profondément racistes et patriarcaux, qui se répètent dans ce pays. Les GAFA et le CEAAL demandent la fin de la violence fasciste. Nous rejetons toute tentative de coup d'État. Nous exigeons que les responsables des violations des droits humains soient jugés et punis. Nous exigeons une enquête sur les objectifs, les méthodes et le financement des groupes paramilitaires qui sèment la terreur. Non aux coups d'État, non aux coups contre les femmes !

Nous rejetons l'attaque en Argentine contre Cristina Fernández de Kirchner, et la tentative criminelle d'assassinat à son encontre. Nous exigeons que les responsables fassent l'objet d'une enquête approfondie, et qu'ils soient jugés et condamnés pour cette tentative de féminicide politique.

Nous sommes profondément préoccupés par les attaques au Guatemala contre les femmes défenseurs des territoires, des mouvements populaires et du journalisme indépendant et populaire. Plusieurs femmes ont été contraintes de quitter le pays. Nous exigeons que le gouvernement d'Alejandro Giammattei assure le bien-être et les garanties des défenseurs des droits de l'homme et du journalisme indépendant.

Dans tout Abya Yala, il y a des femmes en prison pour avoir pris soin des territoires. Nous souhaitons attirer l'attention sur la situation des quatre sœurs Mapuche détenues en Argentine, dont la Machi Betiana Colhuan Nahuel, cousine de Rafael Nahuel, un jeune Mapuche assassiné il y a cinq ans, le 25 novembre 2017, pour avoir défendu le territoire, le rewe (lieu énergétique et de guérison) de la Machi. Nous exigeons la fin de la persécution des femmes mapuches et de toutes les femmes des peuples originaires d'Abya Yala.

Nous exprimons avec indignation et douleur notre préoccupation pour la répression dirigée contre les féministes du Nicaragua, qui ont été emprisonnées, bannies, persécutées, dépouillées de biens collectifs tels que radios, centres de formation, centres d'hébergement, comme autant de moyens de faire taire leurs voix courageuses. Nous demandons la libération de plus de 25 femmes prisonnières politiques et injustement condamnées au Nicaragua. Arrêtez la torture à laquelle elles sont soumises, ainsi que leurs filles et leurs familles.

Il y a sept ans, à Abya Yala, le cri Ni Una Menos ! C'était une réaction digne aux féminicides qui continuent à se répandre pour tenter d'écraser les rébellions féministes. Ces crimes sont l'expression la plus brutale de la violence, mais il existe un ensemble d'expressions qui tendent à domestiquer et à subordonner les femmes et la dissidence sexuelle. Il s'agit de mécanismes structurels qui reproduisent le système d'oppression patriarcal - la domination des hommes sur la vie et le corps des femmes et la dissidence sexuelle.

Le patriarcat est un système de domination antérieur au capitalisme, mais qui s'est aggravé conjointement avec lui, du fait que la division sexuelle du travail a augmenté l'aliénation des femmes, la surexploitation et la précarité du travail, le travail invisible qui s'effectue quotidiennement à la maison, ainsi que les nombreuses tâches communautaires qui incombent principalement aux femmes, tout en générant des écarts de différenciation dans la rémunération économique du travail par rapport aux hommes, l'intensité du travail de soin, l'intensité du travail des femmes, l'absence d'égalité entre les sexes et l'absence d'égalité entre les sexes, Les nombreuses tâches communautaires qui incombent principalement aux femmes, tout en générant des écarts de différenciation dans la rétribution économique du travail par rapport aux hommes, l'intensité du travail de soins, les difficultés d'accès au logement, à la santé, à l'éducation et au travail. Tous ces facteurs ont été aggravés pendant la pandémie et leurs effets ont été exacerbés dans la période post-pandémique.

Les femmes rurales sont confrontées à la violence en raison du manque d'accès à la terre et du manque de crédit - dont un pourcentage très élevé est accordé aux hommes. Les femmes indigènes et paysannes subissent des expulsions de leurs territoires et sont obligées de migrer, où le risque de mort, de violence sexuelle, de répression et de mauvais traitements est très probable. La migration n'est pas un crime ! Nous avons besoin que les gouvernements accompagnent les femmes migrantes pour défendre chacun de leurs droits. Arrêtez de les criminaliser.

Dans nos pays, les prisons pour femmes sont remplies de femmes appauvries, de lesbiennes, de travestis et de femmes trans appauvries. La criminalisation de la pauvreté est le complément des politiques structurelles du patriarcat capitaliste et colonial. Les femmes migrantes contraintes par le désespoir de transporter de la drogue dans leur corps, au péril de leur vie, sont entassées dans des prisons, où l'on ne trouve jamais les barons de la drogue. La criminalisation de la pauvreté a aussi d'autres visages, comme l'emprisonnement des femmes qui risquent des avortements clandestins, car dans beaucoup de nos pays, nous ne sommes pas parvenus à leur légalisation.

La violence patriarcale ne peut être résolue uniquement par un système d'alertes ou de refuges, qui omettent la nécessité de transformations structurelles pour que les femmes du peuple, et les dissidents de l'hétéropatriarcat, aient tous les droits. Si ces mécanismes peuvent être temporairement nécessaires, ils ne résolvent pas le problème de fond. Les féminismes libéraux proposent un "chacun pour soi", et ceux qui "peuvent" sont les femmes qui ont accès à des conditions de vie minimales, à des soins médicaux et à une éducation.

Les réseaux de traite des êtres humains, de prostitution, de trafic de drogue, de trafic d'armes, génèrent les d'énormes profits pour les capitalistes, en exploitant les corps - notamment des jeunes femmes appauvries. Nous exigeons que les réseaux de violence patriarcale fassent l'objet d'une enquête et soient démantelés. Pas une fille de plus disparue et exploitée sexuellement par les réseaux de prostitution et de traite, et par la complicité des États patriarcaux et des proxénètes !!! Justice pour les filles du Guatemala qui ont décidé de dénoncer la violence patriarcale des réseaux qui les exploitaient sexuellement et qui ont été assassinées dans le foyer appelé à tort Sécur !!!

Nous continuons à dénoncer l'État terroriste du Paraguay pour la détention illégale et l'accusation contre Laura Villalba, mère, tante et soignante des filles assassinées. Elle est la seule personne emprisonnée pour le crime de Lilian Mariana et Maria Carmen, des fillettes de 11 ans ! Cela fait également 2 ans que la disparition forcée de "Lichita" Oviedo Villalba a eu lieu. Nous exigeons : la réapparition de Lichita en vie tout de suite ! Nous demandons : l'acquittement immédiat et la liberté pour Laura Villalba, emprisonnée pour sa maternité ! la liberté pour Carmen Villalba, mère de Lichita, emprisonnée depuis 18 ans, avec peine purgée ! la liberté pour les prisonnières politiques du Paraguay ! Nous dénonçons la violation, l'assassinat et la disparitions des filles!

Cette année, nous célébrons les sœurs iraniennes, qui se dressent contre le régime fondamentaliste. Le meurtre de Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs a été l'étincelle qui a enflammé la résistance. D'ici, nous nous joignons à leur cri fort : "femme, vie, liberté". Ils ne sont pas seuls !

Le 20 novembre 2022, l'État turc a lancé une série de frappes aériennes au Rojava et dans le nord de la Syrie, ainsi que dans les montagnes de Qandil et d'Asos dans le sud du Kurdistan (nord de l'Irak). En conséquence, onze civils ont été tués et six autres blessés. L'armée turque a lancé ses attaques à l'approche du 25 novembre, alors que le mouvement des femmes du Rojava et du nord et de l'est de la Syrie avait déjà lancé une campagne sous le slogan "Contre toutes les formes de violence étatique et masculine : Jin Jiyan Azadî". Les attaques turques sont une offensive contre la révolution des femmes. Cette année, qui marque le dixième anniversaire de la révolution au Rojava, plusieurs femmes ont été des cibles militaires de l'armée turque et ont été tuées par des drones armés. Il existe un lien entre les attaques militaires turques et les attaques contre les femmes pionnières de la révolution. Il est nécessaire d'organiser un puissant front des femmes dans le monde entier contre les attaques féminicides et génocidaires de la Turquie, qui sont menées avec le soutien tacite de l'OTAN. En tant que GAFSA, nous participons à la campagne "Les femmes défendent le Rojava" et à la "Campagne contre l'utilisation par la Turquie d'armes chimiques contre le Kurdistan".

Nous sommes des éducateurs populaires d'Abya Yala. La pédagogie féministe, l'éducation féministe, se réalise dans chaque exercice du pouvoir populaire, dans chaque effort pour la liberté. Nous nous dirigeons vers la création d'une école d'éducation populaire féministe qui renforcera nos collectifs et nos réseaux. Nous marchons en posant des questions, et nous pensons depuis nos corps, nos territoires, avec des désirs et des passions en feu, pour toutes les libertés.

Ni Una Menos! Nous voulons être vivantes et libres ! Femmes, Vie, Liberté!

Abya Yala, 25 novembre 2022